

de «Téléstat Canada» n'appartiendra pas aux Canadiens, mais plutôt aux Américains.

Et hier, l'honorable député de Beauce (M. Rodrigue) a démontré hors de tout doute, se basant sur une documentation très précise, que les intérêts des compagnies énumérées à l'Annexe A sont bien des intérêts étrangers.

Monsieur l'Orateur, je ne veux pas prendre davantage le temps de la Chambre, mais il est de mon devoir de demander de nouveau au ministre d'éclaircir la situation quant aux incidences sociales et culturelles de ce bill, particulièrement en ce qui a trait au Québec, qui nous touche davantage, même si nous nous préoccupons également du reste du Canada.

Deuxièmement, monsieur l'Orateur, j'aimerais qu'il nous explique comment il peut concevoir un contrôle canadien de «Téléstat Canada», tout en sachant que les capitaux viennent des étrangers. Dis-moi qui te paie et je te dirai qui tu sers.

Monsieur l'Orateur, j'ai bien l'impression que l'honorable député de Chambly (M. Pilon), pas plus que les autres, n'est intéressé à se soumettre au contrôle américain, et, par conséquent, je voudrais qu'il réfléchisse là-dessus et fasse vraiment preuve d'imagination. J'appuie le principe à l'effet de vouloir créer «Téléstat Canada», mais je ne peux appuyer sans réserve le projet de loi, à cause des nombreuses questions que nous nous posons non seulement à titre de Canadiens français, mais aussi à titre de Canadiens.

[Traduction]

M. Ralph W. Stewart (Cochrane): Monsieur l'Orateur, tous les Canadiens seront très heureux si nous pouvons avoir un système de satellites qui nous offrira toutes les choses merveilleuses qu'on peut attendre d'un tel système. La Chambre étudie aujourd'hui en détail la nature de la société qui serait chargée de toute l'affaire. C'est aller trop vite en besogne; toute la question devrait être examinée de beaucoup plus près et avec plus de soin par un comité, car rien ne prouve la rentabilité du projet.

Nous avons, il est vrai, fait un bref examen de la question en comité, mais nous n'étions pas tout à fait convaincus de la rentabilité de l'entreprise. Pour ma part, j'ai demandé que nous poursuivions l'étude de la question en comité et que nous demandions l'avis d'experts non fonctionnaires, que ne touche pas l'établissement des structures au sein du nouveau ministère des Communications. Je ne sais si mes paroles ont porté, mais cette méthode me paraît absolument essentielle.

• (3.50 p.m.)

Il y a quelques jours, un article, paru dans le *Globe and Mail*, reproduisait l'opinion du président de la Bell Canada. Il doutait fort de la faisabilité économique du système de télécommunication par satellite. Voilà l'opinion d'un homme très respecté qui n'est mû par aucun intérêt immédiat, lorsqu'il fait une déclaration pareille. Je sais que des gens, au Canada et à l'étranger, ont exprimé des doutes très sérieux sur la faisabilité économique du satellite. Mes questions ont porté sur ce point au comité. Même si je ne veux pas rejeter la responsabilité sur qui que ce soit dans la fonction publique, je puis citer un certain nombre de cas où le gouvernement de notre pays a été poussé, à diverses époques, à adopter des programmes coûteux au-dessus de nos moyens. Nous avons entrepris la construction de quelque édifice ou nous avons été persuadés de le faire à la suite des exhortations de nos fonctionnaires et des spécialistes qui les accompagnaient. Souvent, on nous a fait accepter une facture bien au-dessus de nos moyens.

Le Centre national des arts en est un exemple. Ou encore le programme de main-d'œuvre, l'une des plus brillantes idées du gouvernement actuel. Néanmoins, certains mandarins sont en train de la gâcher. A mon avis, la même chose se reproduit avec le système de télécommunication. L'idée est sensationnelle, mais nous la confions à des gens qui pensent à l'édification d'un empire. Nous nous trouvons alors engagés dans un programme de dépenses incontrôlable.

Je ne nie pas que le personnel du ministre compte des gens vraiment très estimables. Mais lorsque nous voyons que leurs idées ne cadrent pas avec celles d'Américains bien renseignés, nous devrions, à mon avis, approfondir beaucoup plus la question. Pourquoi ne convoquons-nous pas d'autres témoins de Washington ou des forces armées du Canada, qui comptent un bon nombre de spécialistes, pour obtenir des conseils judicieux. Le petit spectacle monté au comité n'a certes pas convaincu ses membres que le programme est réalisable du point de vue économique. Il y a certains points au sujet du programme de télécommunications par satellite que la plupart des gens, y compris des députés, ne comprennent pas. Il y a quantité de choses que je ne comprends pas et au sujet desquelles il est grand temps qu'on nous fournisse des explications.

Sans être des techniciens avertis, nous ne sommes pas entièrement dépourvus d'intelligence et pouvons comprendre les points fon-